



Message 2021-DICS-9

15 juin 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine à Marly

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 6 millions de francs destiné au subventionnement de la construction d'une piscine scolaire et publique à Marly.

Ce message comprend les chapitres suivants:

1. Présentation du projet	1
1.1. Historique	1
1.2. La société «Marly Piscine SA»	2
2. La nouvelle piscine	2
2.1. Le site	2
2.2. Les bassins et les infrastructures	2
2.3. Planification des travaux	3
3. Plan de financement	3
3.1. Plan de financement de la société	3
3.2. Coût de l'investissement subventionnable	3
3.3. Financement de l'infrastructure	4
3.4. Frais financiers et produits des locations de la piscine	4
4. Rappel des dispositions légales réglementaires	5
4.1. OPiscines	5
5. Subvention	5
5.1. Calcul	5
5.2. Conditions particulières	5
5.3. Versement	6
5.4. Conclusion	6

1. Présentation du projet

1.1. Historique

Le souhait d'une piscine à Marly est exprimé par la population depuis les années 2000 lors des premiers Marly Cafés organisés à l'initiative conjointe de la commune et de Marly Sympa. Les habitants y étaient conviés pour faire part de leur vision de la commune et des aménagements devant contribuer à la qualité de vie. A ce titre, la réalisation d'une piscine figurait au premier plan des attentes, et les échos récents amènent à constater que ce souhait demeure plus que jamais d'actualité. Par ailleurs, une telle infrastructure sur le territoire de Marly compléterait une offre déjà étendue en faveur du sport.

Aujourd'hui, les circonstances permettent de concrétiser à la fois les attentes de la population et les besoins scolaires. C'est en effet avec l'intérêt et l'implication de différents acteurs que ce projet a été initié et qu'il a bénéficié d'une belle dynamique. Selon la nature de l'engagement propre à chacun des partenaires, les rôles se sont établis avec la prise en main du projet par la commune de Marly et le Marly Innovation Center Sàrl (ci-après: le MIC) selon des modalités exposées dans le présent message.

Ce projet est conforme aux souhaits de la population fribourgeoise explicitement signalés dans le programme gouvernemental 2017-2021 du Conseil d'Etat (point 2.3, page 23). Le Grand Conseil s'est également prononcé en faveur d'un développement des infrastructures aquatiques dans notre canton,

en acceptant, le 12 février 2015, le contre-projet à l'initiative législative de Pro Piscine Fribourg demandant le financement d'un centre cantonal de natation (art. 8a de la loi sur le sport, LSport, RSF 460.1).

1.2. La société «Marly Piscine SA»

La réalisation du projet est opérée par la constitution d'une société anonyme au nom de «Marly Piscine SA» dont le but est la construction, la détention et l'exploitation de la future piscine. Le projet de statuts figure en annexe 3.

La société est constituée à des fins d'utilité publique et sans but lucratif («*La société a pour but la construction, la détention et l'exploitation d'une piscine publique et de ses installations annexes, à des fins d'utilité publique et sans but lucratif*», art. 4 des statuts). Son capital-actions est fixé à 4 667 000 francs, auquel la commune de Marly participe à hauteur de 75%, soit pour un montant de 3 500 000 francs correspondant à la demande d'investissement liée au présent message. Le MIC complète ce capital-actions à hauteur de 25% avec un montant de 1 167 000 francs.

Cette solution juridique confère à la commune de Marly une majorité de $\frac{3}{4}$ des actions lui assurant un poids prépondérant au sein de la société, de même qu'elle lui reconnaît la désignation de 5 des 7 administrateurs. Une gouvernance par la commune des orientations et des décisions de la société est ainsi garantie.

2. La nouvelle piscine

2.1. Le site

Le Marly Innovation Center (MIC), situé sur l'ancien site d'Ilford, est l'un des plus grands campus technologiques de Suisse. En pleine croissance, il offre un véritable écosystème, permet une large palette d'activités (notamment de laboratoires) et offre les infrastructures nécessaires au succès des entreprises. Le développement du projet global intègre le campus technologique, un quartier d'habitation, des commerces de proximité ainsi que des espaces intergénérationnels et sociaux. Depuis la création du MIC, au début 2014, 600 emplois environ ont été recréés sur le site occupé précédemment par Ilford, réunis dans plus de 150 entreprises. Un quartier d'habitation, premier quartier durable du canton certifié SEED (Next generation living), accueillera 1200 logements environ, pour un total d'environ 2500 résidents. Sa première phase, comprenant 360 logements, soit 800 habitants environ, est en construction actuellement. Elle sera achevée au premier trimestre 2022.

La piscine se situera entre le campus technologique et l'Eco Quartier de l'Ancienne Papeterie (premiers logements disponibles en décembre 2021), complétant ainsi l'écosystème

du MIC. Cette situation bénéficiera d'un accès en transports publics ainsi que de places de stationnement à proximité immédiate selon un principe de complémentarité d'usage avec le futur centre commercial avoisinant. De conception moderne, le bâtiment s'intégrera harmonieusement sur le site et bénéficiera par ses larges baies vitrées d'une belle ouverture vers les rives de la Gérine.

Les annexes 1 et 2 présentent l'emplacement de la piscine ainsi que quelques éléments architecturaux du projet décrits ci-après.

2.2. Les bassins et les infrastructures

Le but de ce projet est de disposer d'infrastructures modernes pour la population, pour les classes des écoles obligatoires et pour les sociétés locales, ainsi que d'accueillir des sportifs de tous horizons lors de diverses compétitions.

Caractéristiques techniques

Destiné à l'apprentissage de la nage, à la natation sportive ou à la détente, le site abritera une variété de cinq bassins:

	Dimensions	Remarque(s)
Natation	25 × 16 m	Bassin de 25 m avec 6 couloirs de nage
Plongeon	12,5 × 9,1 m	Fosse avec plongeur (1 m) et plateforme (3 m)
Apprentissage	12,5 × 8 m	Bassin avec fond amovible
Jeux d'eau pour les enfants	5,2 × 5,3 m	Environnement favorable à l'appréhension de l'eau
Massage, bien-être	5 × 3,80 m	

Infrastructures

Les nageurs entrent au rez-de-chaussée dans un espace en double hauteur faisant également office de cafétéria avec des distributeurs. Parmi les aménagements figurent des vestiaires séparés pour les écoles/groupes et le public afin de favoriser les transitions entre les utilisateurs et augmenter d'autant les plages d'utilisation des bassins. Les écoles/groupes bénéficient de 8 vestiaires permettant de se croiser, de même que de séparer les filles et les garçons. A l'étage, les vestiaires pour le public comprennent 10 cabines (dont 2 pour les familles) ainsi que 120 casiers. Les accès pour les personnes à mobilité réduite sont pensés pour l'ensemble du cheminement, avec notamment deux vestiaires qui leur sont réservés. Sont également prévus des espaces pour les monitrices et moniteurs et pour les surveillantes et surveillants en plus des divers locaux techniques et de rangement.

Le traitement de l'eau, ainsi que la gestion de sa température, se feront séparément pour chaque bassin. L'ensemble de l'infrastructure bénéficiera du chauffage à distance (CAD). Les eaux de purge refroidies excédentaires seront récupérées dans un bassin d'eau grise et seront utilisées localement pour les eaux des WC ainsi que pour le lavage des plages. Le dimensionnement des équipements répond en tous points à la norme SIA 385/9 de 2011 «Eau et installations de régénérations de l'eau dans les piscines publiques».

L'accès au bassin de natation et à celui d'apprentissage sera garanti aux personnes à mobilité réduite, car un *pool-lift* y sera prévu.

Ainsi, le projet correspond en tous points aux exigences légales pour une piscine de niveau cantonal (art. 5 OPiscines).

Consommation d'énergie

D'un point de vue énergétique, le bâtiment est construit selon les standards de la certification Minergie-P et sera recouvert de panneaux solaires. Sont notamment prévus des systèmes de récupération de chaleur sur l'air vicié et les eaux souillées évacuées. Les aspects énergétiques sont gérés par Gérine Energies SA, société dans laquelle le Groupe E est majoritaire, les autres actionnaires étant la commune de Marly et le MIC.

Conclusion

En adéquation avec l'article 3 de l'ordonnance du 25 août 2015 sur le subventionnement de piscines (OPiscines, RSF 464.16), l'infrastructure de la piscine est parfaitement conforme aux normes fédérales en matière de construction de piscines.

2.3. Planification des travaux

La demande de subvention, conformément à l'OPiscines, a été déposée au Service du sport (SSpo) au mois de février 2021. Après plusieurs échanges d'informations et diverses séances menées entre le SSpo, le Service des bâtiments (SBat), l'association du CO de Sarine-Campagne et du Haut-Lac français, la commune de Marly et le MIC, l'ensemble du dossier a pu être validé. Le projet de décret et son message d'accompagnement résultent de cette phase de concertation.

Il est à noter que, conformément à l'article 8 de l'OPiscines, le Service du sport a été rapidement intégré dans le projet et dans la planification, en faisant partie du comité de pilotage dès l'automne 2020.

La constitution de la société «Marly Piscine SA» ainsi que la souscription au capital-actions pour le montant de 3 500 000 francs de la commune de Marly ont été acceptées à l'unanimité par le Conseil général de Marly lors de sa séance du 24 février 2021.

La commune de Marly a fait une demande d'autorisation de début anticipé des travaux à la DICS le 5 mars 2021 et a reçu une réponse positive du Conseil d'Etat fin mars 2021. Cette demande précisait que le permis de construire a été délivré le 12 janvier 2021, l'enquête publique n'ayant donné lieu à aucune opposition. L'ouverture de la piscine est planifiée pour la rentrée scolaire 2022, ce qui imposait d'initier les travaux dès que possible tout en tenant compte des travaux de l'ensemble du site du MIC et sa planification propre. Il s'agira à cet horizon de mettre à disposition les infrastructures répondant notamment aux besoins scolaires.

3. Plan de financement

3.1. Plan de financement de la société

La construction et l'exploitation de la piscine étant assurées par la société «Marly Piscine SA», le plan financier présenté sous ce point correspond aux éléments propres à cette dernière.

Il convient préalablement de noter que tant les charges d'exploitation que les produits sont à l'évidence très dépendants de l'utilisation des infrastructures. Ainsi, il convient de préciser que la base sur laquelle est établi le plan financier prévoit une ouverture de la piscine portant sur un total hebdomadaire de 91 heures, respectivement de 55 heures pour le public et de 36 heures pour les écoles. Cette projection des horaires d'ouverture est précisée dans l'annexe 4a et traduit la volonté forte que les bassins soient largement accessibles au public. Ce choix induit un coût de fonctionnement plus élevé et une charge d'exploitation excédentaire estimée à 300 000 francs par année, qui est dans ce sens à considérer comme le prix d'une prestation publique favorisant la mise à disposition de ces infrastructures à la population. Les prix des entrées individuelles, des abonnements et des locations représentant également un aspect essentiel pour l'élaboration du plan financier et ceux-ci ont été définis tels que présentés à l'annexe 4.

3.2. Coût de l'investissement subventionnable

Piscine selon devis des architectes	en francs
CFC 1. Travaux préparatoires	329 346
CFC 2. Bâtiment	19 950 566
CFC 4. Aménagements extérieurs	318 425
CFC 5. Frais secondaires	183 090
CFC 6. Réserve, dont équipements d'exploitation	538 500
Total piscine (selon devis 09.09.2020)	21 319 927
Montant de la subvention	6 millions, ttc

Selon l'OPiscines, l'Etat subventionne la piscine, à hauteur de 35% des dépenses subventionnables, qui ne peut dépasser 6 millions de francs pour un bassin de niveau cantonal (25 m). Le montant subventionnable a atteint ce plafond comme cela est détaillé au point 5.1 (Calcul) de ce document. Le reste de l'investissement est financé par le maître d'ouvrage, la société «Marly Piscine SA».

Une analyse globale de ces différents aspects de construction a été effectuée par le SSpO et le SBat, confirmant ainsi que le projet répond aux conditions de subventionnement de l'OPiscines. Cependant, il est à noter que le maître d'ouvrage est seul responsable de l'adéquation des dimensions et du respect des normes pour ce genre de construction.

3.3. Financement de l'infrastructure

La réalisation d'une piscine à Marly représente un investissement total d'environ 23 millions de francs (y compris l'apport du MIC et réserve). L'apport de la commune est d'un montant de 6 402 200 francs composé d'une part de sa participation au capital à hauteur de 3 500 000 francs, financée par un emprunt, et d'autre part du terrain mis à disposition de la société pour un montant accepté de 2 902 200 francs. Il est à noter que ce terrain (article n°2369 RF Marly, nouvellement constitué) est remis par le MIC à la commune sous forme de don et à titre gracieux, charge à celle-ci de l'apporter à la société «Marly Piscine SA». La valeur vénale précitée de cet article n° 2369 RF Marly, classé dans la zone à bâtir (zone d'activité 1) du plan des zones du PAL de ladite commune, d'une surface de 4837 m², a fait l'objet d'une évaluation par expertise réalisée le 1^{er} février 2021 par la société immobilière (Barbara Progin Immobilier Sàrl).

Pour sa part, le MIC apporte à la société «Marly Piscine SA» un montant en nature équivalent à 1 161 000 francs, composé des places de parc, des frais d'étude et des émoluments liés au permis de construire. Par ailleurs, il verse en espèces un montant de 6000 francs à la société pour compléter sa participation au capital-actions à hauteur de 25%, soit au total les 1 167 000 francs, fixés dans les statuts de la société. La valeur des divers apports en nature considérés ci-dessus ressort d'un rapport d'expertise neutre et indépendante daté du 1^{er} février 2021. Cela permet également de relever l'apport conséquent du MIC à ce projet dont la réalisation est au bénéfice de l'ensemble des habitants de la commune.

La subvention de l'Etat d'un montant de 6 000 000 francs participe également au financement initial des futures infrastructures. Elaboré en collaboration étroite avec le Service du sport, ce projet répond aux dispositions de l'ordonnance sur le subventionnement de piscines (RSF 464.16), tant quant aux conditions générales qu'aux critères techniques. En particulier, l'exigence que la participation de la commune soit au

moins équivalente à la subvention de l'Etat est un critère qui est pleinement satisfait (cf. l'art. 2 al. 1 OPiscines).

Financement	Francs
Investissement (y compris réserve)	23 000 000
Apport MIC (places de parc, frais d'étude, permis)	- 1 161 000
Apport Commune de Marly (terrain)	- 2 902 200
Subvention cantonale	- 6 000 000
Investissement net à amortir	12 936 800
Apport Commune de Marly (en espèce)	3 500 000
Apport MIC (en espèce)	6 000
Emprunt bancaire (Marly Piscine SA)	10 000 000

La différence entre le montant total de l'investissement, de 23 millions de francs présenté dans le message de la commune de Marly, et le montant subventionnable (cf. chiffre 3.2 ci-dessus) de 21 319 927 francs, s'explique par le fait que les apports du MIC de 1 161 000 francs, est compris dans le premier chiffre et non dans le second, et qu'une réserve complétant celle indiquée dans le devis des architectes a été retenue.

3.4. Frais financiers et produits des locations de la piscine

Frais financiers

Les frais financiers annuels, d'un montant total de 452 000 francs, se composent des intérêts pour un montant de 60 000 francs ainsi que des amortissements pour un montant de 392 000 francs calculés sur l'investissement net avec un taux de 3,03% sur 33 ans.

Estimation des charges d'exploitation

Les charges annuelles sont estimées à 1 420 000 francs. Ce montant comprend les différents postes d'exploitation tels que les traitements et charges sociales, l'électricité, le chauffage (CAD), l'eau et les taxes sur les eaux usées. Participent également de ce montant l'ensemble des frais liés à l'entretien, à la maintenance et à l'administration de la future piscine.

Tous les frais (les frais financiers ainsi que les charges d'exploitation) seront supportés par la société «Marly Piscine SA».

Location en période scolaire

L'estimation du produit de location annuel pour l'utilisation de la piscine par les écoles obligatoires est de l'ordre de 415 000 francs. Ce montant englobe les écoles primaires de Marly et des communes du Plateau du Mouret ainsi que les écoles du cycle d'orientation de Marly et de Pérolles.

Il est à noter qu'il existe encore un important potentiel pour la fréquentation de la piscine par des élèves d'autres communes, sans que ces éléments ne soient en l'état pris en considération dans le budget de la société «Marly Piscine SA».

Locations hors des périodes scolaires

L'estimation des produits distingue les entrées individuelles et les réservations de lignes d'eau par les clubs et groupes. Pour les entrées relevant du public, le montant des recettes estimé est de l'ordre de 672 000 francs par an et comprend les entrées individuelles et les abonnements. Pour les réservations de lignes d'eau ou d'infrastructures par des clubs et groupes, le montant estimé est de 405 000 francs. Les prix d'entrée ont été définis tels que présentés à l'annexe 4b.

Participation des communes

La réalisation d'une piscine publique et scolaire à Marly représente un intérêt pour toute la région et sa population. A ce titre, des échanges sont en cours avec les communes du Plateau du Mouret qui sont intéressées à participer au financement de ce projet dans la durée, selon des modalités qui sont encore à définir.

4. Rappel des dispositions légales réglementaires

4.1. OPiscines

L'OPiscines contient les dispositions principales suivantes:

Art. 1 Modalités de calcul de la subvention

¹ *La subvention cantonale pour la construction de piscines prend la forme d'une aide financière unique à l'investissement.*

² *Le montant de la subvention de l'Etat correspond à 35% des dépenses subventionnables et ne peut dépasser: **6 millions de francs pour des piscines de niveau cantonal (25 m).***

³ *Seules les dépenses directement affectées à la construction des bassins, plans d'eau, vestiaires et locaux techniques peuvent être prises en compte comme dépenses subventionnables.*

5. Subvention

5.1. Calcul

En déduisant de l'investissement global les dépenses pour le terrain, les aménagements extérieurs et les places de parc, non subventionnables selon l'article 1 al. 4 let. b OPiscines, l'investissement net s'élève à environ 18.78 millions de francs. Les 35% de ces dépenses subventionnables s'élèvent donc à 6.57 millions de francs. Ainsi, il convient d'allouer à la société «Marly Piscine SA» une subvention de 6 millions de francs, comme établi à l'article 1 al. 2 OPiscines (plafond atteint).

5.2. Conditions particulières

Le destinataire d'une subvention ou aide financière peut être tout *bénéficiaire extérieur à l'administration cantonale* (art. 2 LSub), soit toute entité ayant la personnalité juridique et la faculté de gérer ses fonds de manière autonome par rapport à l'Etat (Message *in BGC* 1999 p. 824).

La loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE, RSF 610.1) traite des aspects formels de ce subventionnement.

Pour répondre aux exigences légales précitées, il convient que des conditions soient fixées à l'octroi de la subvention en forme d'obligations à charge de «Marly Piscine SA», sous peine de révocation du financement.

a) Contrat de prestation

Le Conseil d'Etat exige la conclusion d'un **contrat de prestation de droit public** (art. 26 al. 2 et 4 LSub, RSF 616.1) de longue durée (20 ans) et renouvelable, qui fixe toutes les exigences voulues (engagements du bénéficiaire, garanties du financement, modalités de paiement du prêt, etc.). De plus, ce contrat de prestation précisera le cadre et les conditions fixées par l'Etat pour le droit à ce subventionnement dont notamment:

- > le respect des normes et des règlements;
- > la remise de la planification financière détaillée à long terme et des comptes annuels;
- > le renoncement à la publicité pour les boissons alcooliques et le tabac;
- > le transfert des conditions en cas d'aliénation;
- > les obligations et engagements sur l'exploitant;
- > les engagements pour la gestion des installations;
- > la communication du soutien de l'Etat au même titre que les autres investisseurs.

b) Contrat d'utilisation

La société anonyme «Marly Piscine SA» gèrera l'exploitation de la nouvelle piscine de Marly. Elle mène actuellement des discussions avec le Service du sport, l'association du CO de

Sarine-Campagne et du Haut-Lac français, les communes du Plateau du Mouret, la commune de Marly et le MIC afin de déterminer un mode d'exploitation conforme aux conditions du financement. Ceci fera l'objet d'un contrat d'utilisation entre les représentants des principaux utilisateurs, le canton de Fribourg (le Service du sport) et la société «Marly piscine SA». Ce contrat d'utilisation garantira l'accès des infrastructures aux différents utilisateurs tels que les écoles, les sociétés sportives et le grand public, conformément aux obligations de la bénéficiaire de la subvention fixées à l'article 4 OPiscines.

c) Charge Foncière

L'octroi du prêt sera de plus subordonné à l'inscription d'une **charge foncière** au registre foncier (au feuillet de l'immeuble concerné) en faveur de l'Etat.

5.3. Versement

Au besoin, les acomptes seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans les limites des montants inscrits au budget de l'Etat, et sur demande de la société «Marly Piscine SA».

Le paiement de la subvention allouée interviendra, déduction faite des éventuels acomptes, sur présentation du décompte final de construction, qui sera transmis au Service du sport, accompagné des documents attestant la conformité de l'ouvrage avec le projet approuvé, dans un délai de douze mois après la fin des travaux.

5.4. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'ouvrir auprès de l'Administration des finances un crédit d'engagement de 6 millions de francs pour le subventionnement de la construction de la piscine de Marly.

En conséquence, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

Annexes

Annexe 1: Situation générale

Annexe 2: Plans

Annexe 3: Statuts de la société «Marly Piscine SA»

Annexe 4: Projection des horaires et tarifs

Annexe 5: Budget de la société anonyme «Marly Piscine SA»



Botschaft 2021-DICS-9

15. Juni 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads in Marly

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über die Eröffnung eines Verpflichtungskredits von 6 Mio. Franken für die Subventionierung der Erstellung des schulischen und öffentlichen Schwimmbads von Marly vor.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Vorstellung des Projekts	7
1.1. Hintergrund	7
1.2. Die Firma «Marly Piscine AG»	8
2. Das neue Schwimmbad	8
2.1. Der Standort	8
2.2. Die Badeanlagen und -infrastruktur	8
2.3. Planung der Arbeiten	9
3. Finanzierungsplan	9
3.1. Finanzierungsplan der Firma	9
3.2. Beitragsberechtigte Investitionskosten	10
3.3. Finanzierung der Anlage	10
3.4. Kosten und Mieterträge des Schwimmbads	11
4. Geltendes Recht	11
4.1. SSubV	11
5. Subventionsbetrag	11
5.1. Berechnung	11
5.2. Besondere Bedingungen	11
5.3. Auszahlung	12
5.4. Schlussfolgerungen	12

1. Vorstellung des Projekts

1.1. Hintergrund

Der Wunsch nach einem Schwimmbad in Marly wurde von der Bevölkerung seit Beginn der 2000er-Jahre an den ersten Marly-Cafés geäussert, die auf die gemeinsame Initiative der Gemeinde und der Kommission Marly Sympa hin organisiert wurden. Die Einwohnerinnen und Einwohner waren eingeladen, ihre Vision der Gemeinde einzubringen und Ideen zur Förderung der Lebensqualität vorzuschlagen. Dabei stand der Bau eines Schwimmbads zuoberst auf der Wunschliste, und die jüngsten Rückmeldungen lassen darauf schliessen, dass dieser Wunsch aktueller ist denn je. Ausserdem würde eine solche Infrastruktur auf dem Gebiet der Gemeinde

Marly ein bereits umfangreiches Angebot an Sportanlagen ergänzen.

Mit diesem Projekt bietet sich nun die Möglichkeit, sowohl die Wünsche der Bevölkerung zu erfüllen wie auch den schulischen Bedürfnissen zu entsprechen. So wurde das Projekt dank dem Interesse und der tatkräftigen Mitwirkung verschiedener Akteure auf die Beine gestellt und vorangetrieben. Nachdem das Projekt durch die Gemeinde Marly und das Marly Innovation Center GmbH (MIC) aufgegriffen wurde, wurden die Rollen nach den in dieser Botschaft erläuterten Modalitäten entsprechend dem jeweiligen Engagement der beteiligten Partnerinnen und Partner aufgeteilt.

Dieses Projekt entspricht den Wünschen der Bevölkerung des Kantons Freiburg, die im Regierungsprogramm 2017–2021 des Staatsrats (Punkt 2.3, Seite 23) ausdrücklich genannt werden. Der Grosse Rat hat sich ebenfalls für die Förderung der Wassersporteinrichtungen in unserem Kanton ausgesprochen, indem er am 12. Februar 2015 den Gegentwurf zur Gesetzesinitiative von Pro Piscine Fribourg, der die Finanzierung eines kantonalen Schwimmbadzentrums verlangte, annahm (Art. 8a des Sportgesetzes, SportG, SGF 460.1).

1.2. Die Firma «Marly Piscine AG»

Das Projekt wird durch die Gründung einer Aktiengesellschaft unter dem Firmennamen «Marly Piscine AG» realisiert, deren Zweck der Bau, das Eigentum und der Betrieb des zukünftigen Schwimmbads ist. Der Entwurf der Statuten der Firma befindet sich im Anhang 3.

Es wird eine gemeinnützige, nicht gewinnorientierte Firma gegründet (nach Art. 4 der Statuten ist das Ziel des Unternehmens der Bau, Besitz und Betrieb eines öffentlichen Schwimmbads und seiner Nebenanlagen zu gemeinnützigen nicht gewinnorientierten Zwecken). Deren Aktienkapital wird auf 4 667 000 Franken festgelegt, an dem sich die Gemeinde Marly zu 75% beteiligt, was einem Betrag von 3 500 000 Franken und damit dem im Rahmen dieser Botschaft beantragten Investitionsbetrag entspricht. Das MIC trägt mit einem Betrag von 1 167 000 Franken die restlichen 25 Prozent zum Aktienkapital bei.

Dank dieser rechtlichen Lösung erhält die Gemeinde Marly eine Mehrheit von drei Vierteln des Aktienkapitals, was ihr eine wesentliche Mitwirkung in der Firma zusichert und ihr die Ernennung von 5 der 7 Verwaltungsrätinnen und -räten ermöglicht. Dies garantiert der Gemeinde auch, dass sie die Ausrichtung und Entscheide des Unternehmens steuern kann.

2. Das neue Schwimmbad

2.1. Der Standort

Das Marly Innovation Center (MIC), das sich auf dem ehemaligen Ilford-Areal befindet, ist eine der grössten Technologiestandorte der Schweiz. Es wächst schnell und bietet ein echtes Ökosystem, ein breites Spektrum an Aktivitäten (insbesondere Labore) und alle für den Erfolg von Unternehmen notwendigen Infrastrukturen. Das Gesamtprojekt umfasst den Technologicampus, ein Wohngebiet, lokale Geschäfte sowie generationenübergreifende und soziale Räume. Seit der Gründung des MIC anfangs 2014 sind auf dem ehemaligen Ilford-Areal rund 600 neue Arbeitsplätze entstanden, die sich auf mehr als 150 Unternehmen verteilen. Ein Wohngebiet, das erste SEED-zertifizierte (Next Generation Living)

nachhaltige Gebiet im Kanton, wird rund 1200 Wohnungen für insgesamt rund 2500 Einwohnerinnen und Einwohner beherbergen. Die erste Phase, die 360 Wohnungen für etwa 800 Einwohnerinnen und Einwohner umfasst, befindet sich derzeit im Bau. Die entsprechenden Gebäude werden im ersten Quartal 2022 fertiggestellt sein.

Das Schwimmbad kommt zwischen dem Technologicampus und dem Ökoquartier der Ancienne Papeterie (erste Wohnungen im Dezember 2021 bezugsbereit) zu liegen, und vervollständigt so das Ökosystem des MIC. Dieser Standort wird nach dem Grundsatz der möglichen Mehrfachnutzung mit dem künftigen nahe gelegenen Einkaufszentrum von der Anbindung an den öffentlichen Nahverkehr sowie von Parkplätzen in unmittelbarer Nähe profitieren. Das modern gestaltete Gebäude wird sich harmonisch in das Gelände einfügen und dank der grossen Fenster einen schönen Blick auf die Flusslandschaft der Ärgera bieten.

Die Anhänge 1 und 2 zeigen den Standort des Schwimmbads und einige architektonische Elemente des im Folgenden beschriebenen Projekts.

2.2. Die Badeanlagen und -infrastruktur

Das Ziel dieses Projektes ist es, moderne Einrichtungen für die Bevölkerung, für die Klassen der obligatorischen Schulen und für die örtlichen Vereine zur Verfügung zu stellen und als Austragungsort für Wettkämpfe von Sportlerinnen und Sportlern aller Disziplinen zu dienen.

Technische Merkmale

Das Schwimmbad dient dem Schwimmenlernen, dem Sportswimmen oder der Entspannung. Es wird daher aus folgenden Becken und Anlagen bestehen.

	Dimensionen	Bemerkung(en)
Schwimmbecken	25 × 16 Meter	Bassin von 25 Metern Länge mit 6 Schwimmbahnen
Sprungturmanlage	12,5 × 9,1 Meter	Teilbecken mit Sprunganlage (1 Meter) und Plattform (3 Meter)
Lernschwimmbecken	12,5 × 8 Meter	Becken mit entfernbarem Boden
Wasserspiele für Kinder	5,2 × 5,3 Meter	Umgebung, die den Kindern die Möglichkeit gibt, sich mit dem Wasser vertraut zu machen.
Massage, Wellness	5 × 3,80 Meter	

Infrastruktur

Die Besucherinnen und Besucher des Schwimmbads betreten das Erdgeschoss in einem Raum mit doppelter Deckenhöhe, in dem auch eine Cafeteria mit Verkaufsautomaten eingerichtet ist. Zur Anlage gehören getrennte Umkleieräume für Schulen/Gruppen und die Öffentlichkeit, um die Verkehrswege für die verschiedenen Benutzerinnen- und Benutzergruppen besser zu regeln und die breitestmögliche Nutzung der verschiedenen Anlagen zu ermöglichen. Den Schulen/Gruppen stehen 8 Umkleieräume zur Verfügung, die auch die Trennung von Mädchen und Knaben ermöglichen. Im ersten Stock befinden sich die Umkleieräume für die Öffentlichkeit mit 10 Kabinen (davon 2 für Familien) und 120 Schliessfächer. Die gesamten Wege wurden auch für den Zugang für Menschen mit eingeschränkter Mobilität konzipiert, für die zwei Umkleieräume reserviert sind. Ausserdem gibt es Räume für Sport- und Schwimmlehrpersonen und für die Badeaufsicht sowie diverse Technik- und Lageräume.

Die Wasseraufbereitung und Regulierung der Wassertemperatur erfolgen für jedes Becken getrennt. Die gesamte Anlage wird mit Fernwärme (FW) versorgt. Überschüssiges gekühltes Abwasser wird in einem Grauwasserbecken gesammelt, aufbereitet und vor Ort für die Spülsysteme in den Sanitäranlagen sowie die Reinigung der Anlage verwendet. Die Auslegung der technischen Anlagen entspricht in allen Belangen der Norm SIA 385/9 von 2011 «Wasser und Wasseraufbereitungsanlagen in Gemeinschaftsbädern».

Der Zugang zum Schwimmbecken und zum Lernschwimmbecken wird für Menschen mit eingeschränkter Mobilität gewährleistet, hierzu wird ein *Beckenlift* installiert.

Damit entspricht das Projekt in allen Bereichen den gesetzlichen Anforderungen an ein Schwimmbad von kantonaler Bedeutung (Art. 5 SSubV).

Energieverbrauch

Aus energetischer Sicht wird das Gebäude nach den Standards der Minergie-P-Zertifizierung gebaut und ist mit einer Photovoltaikanlage versehen. Insbesondere sind Wärmerückgewinnungssysteme für Abluft und Abwasser geplant. Für energetische Fragen ist die Firma Géline Energies AG zuständig, ein Unternehmen, an dem die Groupe E mehrheitlich beteiligt ist, die anderen Anteilseigner sind die Gemeinde Marly und das MIC.

Schlussfolgerungen

In Übereinstimmung mit Artikel 3 der Verordnung vom 25. August 2015 über die Subventionierung von Schwimmbädern (SSubV, SGF 464.16) entspricht die Schwimmbadinfrastruktur den Normen des Bundes für den Schwimmbadbau.

2.3. Planung der Arbeiten

Das Subventionsgesuch gemäss SSubV wurde im Februar 2021 beim Amt für Sport (SpA) eingereicht. Nach mehreren Informationsaustauschen und verschiedenen Treffen zwischen dem Amt für Sport, dem Hochbauamt, dem OS-Verband Saane-Land und dem oberen französischsprachigen Seebzirk, der Gemeinde Marly und dem MIC wurde das gesamte Dossier geprüft. Der Dekretsentwurf und die vorliegende Botschaft sind das Ergebnis dieser Vernehmlassung.

Hierzu ist anzumerken, dass gemäss Artikel 8 SSubV das Amt für Sport früh ins Projekt und in die Planung einbezogen wurde; es ist seit Herbst 2020 im Steuerungsausschuss des Projekts vertreten.

Die Gründung der Gesellschaft «Marly Piscine AG» ebenso wie die Zeichnung des Aktienkapitals über den Betrag von 3 500 000 Franken wurden vom Generalrat der Gemeinde Marly an seiner Sitzung vom 24. Februar 2021 einstimmig gutgeheissen.

Die Gemeinde Marly beantragte am 5. März 2021 bei der EKSD die Genehmigung für einen vorzeitigen Baubeginn und erhielt Ende März 2021 vom Staatsrat eine positive Antwort. Darin wurde erwähnt, dass die Baugenehmigung am 12. Januar 2021 erteilt wurde, wobei nach der öffentlichen Auflage der Baugenehmigung keinerlei Einsprachen eingingen. Die Eröffnung des Schwimmbads ist für den Schuljahresbeginn 2022 geplant, die Arbeiten sollten, unter Berücksichtigung der Arbeiten auf dem gesamten Gelände des MIC und dessen eigener Planung, so schnell wie möglich begonnen werden. Ziel wird es sein, eine Infrastruktur bereitzustellen, die namentlich den schulischen Bedürfnissen entspricht.

3. Finanzierungsplan

3.1. Finanzierungsplan der Firma

Da Bau und Betrieb des Schwimmbads von der Firma «Marly Piscine AG» sichergestellt werden, entspricht der in diesem Abschnitt präsentierte Finanzierungsplan den spezifischen Angaben dieser Firma.

Vorab anzumerken ist, dass sowohl die Betriebskosten als auch die Einnahmen offensichtlich stark von der Nutzung der Infrastruktur abhängig sein werden. So wird präzisiert, dass die für den Finanzierungsplan relevanten Grundlagen eine Öffnung des Schwimmbads für insgesamt 91 Stunden

pro Woche vorsehen, jeweils 55 Stunden für die Öffentlichkeit und 36 Stunden für die Schulen. Die dazugehörige Prognose zu den Öffnungszeiten ist in Anhang 4a aufgeführt und spiegelt den starken Wunsch wider, dass die Schwimmbecken (Badeanlagen) weitgehend für die Öffentlichkeit zugänglich sein sollen. Dieser Entscheid hat höhere Betriebskosten und einen jährlichen Betriebskostenüberschuss von geschätzt 300 000 Franken zur Folge. Dies ist als Preis für einen Service Public zu betrachten, mit dem die Bereitstellung dieser Anlagen für die Bevölkerung gefördert werden soll. Die Preise für Einzeleintritte, Abonnemente und Vermietungen bildeten ebenfalls einen wesentlichen Aspekt des Finanzierungsplans. Sie werden wie in Anhang 4 dargestellt veranschlagt.

3.2. Beitragsberechtigte Investitionskosten

Schwimmbad gemäss Kostenvoranschlag der Architekten	in Franken
BKP 1. Vorbereitungsarbeiten	329 346
BKP 2. Gebäude	19 950 566
BKP 4. Umgebungsarbeiten	318 425
BKP 5. Baunebenkosten	183 090
BKP 6. Reserve, davon Erschliessungseinrichtungen	538 500
Schwimmbad gesamt (gemäss Kostenvoranschlag vom 09.09.2020)	21 319 927
Höhe des Subventionsbetrags	6 Mio. Franken, inkl. MwSt

Der Staat subventioniert das Schwimmbad gemäss SSubV mit einem Beitrag bis zu 35% der anrechenbaren Ausgaben, der für ein Schwimmbad von kantonaler Bedeutung 6 Mio. Franken nicht überschreiten darf (25 Meter Länge). Der anrechenbare Betrag hat diese Obergrenze erreicht, wie dies unter Ziffer 5.1 (Berechnung) dieses Dokuments beschrieben wird. Der restlichen Investitionskosten werden durch die Bauherrschaft, die Firma «Marly Piscine AG», finanziert.

Die Gesamtanalyse der verschiedenen baulichen Aspekte wurde vom Amt für Sport und vom Hochbauamt durchgeführt. In der Analyse konnte bestätigt werden, dass das Projekt die Anforderungen für eine Subventionierung gemäss SSubV erfüllt. Jedoch ist dabei zu beachten, dass die Bauherrschaft allein für die Angemessenheit der Abmessungen und die Einhaltung der Normen für diese Bauart verantwortlich ist.

3.3. Finanzierung der Anlage

Der Gesamtinvestitionsbetrag für den Bau des Schwimmbads in Marly beträgt ca. 23 000 000 Franken (einschliesslich des Beitrags des MIC und der Reserve). Der Beitrag der Gemeinde beläuft sich auf 6 402 200 Franken, bestehend

einerseits aus ihrer Aktienbeteiligung von 3 500 000 Franken, die mit einem Darlehen finanziert wurde, und andererseits aus dem der Gesellschaft zur Verfügung gestellten Grundstück für einen vereinbarten Betrag von 2 902 200 Franken. Hierzu ist anzumerken, dass dieses Grundstück (Nr. 2369 Grundbuch Marly, neu gebildet) der Gemeinde vom MIC in Form einer Schenkung und unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird, wobei die Gemeinde dafür verantwortlich ist, es der Firma «Marly Piscine AG» zuzuführen. Der Verkehrswert der Parzelle Nr. 2369 GB Marly, welcher der Bauzone (Arbeitszone 1) des Zonenplans des Ortsplans der genannten Gemeinde zugewiesen ist, mit einer Fläche von 4837 m², war Gegenstand eines Gutachtens, das am 1. Februar 2021 von der Immobiliengesellschaft (Barbara Progin Immobilier Sàrl) erstellt wurde.

Das MIC seinerseits überträgt der Firma «Marly Piscine AG» einen Sachwert im Gegenwert von 1 161 000 Franken, bestehend aus Parkplätzen, Studienkosten und Gebühren im Zusammenhang mit der Baugenehmigung. Zusätzlich zahlt diese der Firma einen Betrag von 6000 Franken in bar, um ihre in den Statuten der Firma festgelegte Beteiligung am Aktienkapital auf 25%, d.h. insgesamt 1 167 000, zu erhöhen. Der Wert der oben erwähnten Sacheinlagen basiert auf einem neutralen und unabhängigen Expertenbericht, der am 1. Februar 2021 erstellt wurde. Dies unterstreicht auch den bedeutenden Beitrag, den das MIC für dieses Projekt geleistet hat, von dessen Realisierung alle Einwohnerinnen und Einwohner der Gemeinde profitieren werden.

Die Finanzhilfe des Staates in Höhe von 6 000 000 Franken trägt ebenfalls zur Startfinanzierung der zukünftigen Anlage bei. Das in enger Zusammenarbeit mit dem Amt für Sport entwickelte Projekt erfüllt sowohl hinsichtlich der Rahmenbedingungen als auch der technischen Kriterien die Bestimmungen der Verordnung über die Subventionierung von Schwimmbädern (SGF 464.16). Insbesondere ist die Voraussetzung, wonach die Beteiligung der Gemeinde mindestens der Höhe des staatlichen Beitrags entsprechen soll, voll erfüllt (vgl. Art. 2 Abs. 1 SSubV).

Finanzierung	Franken
Investitionskosten (einschliesslich Reserve)	23 000 000
MIC-Beitrag (Parkplätze, Studienkosten, Baubewilligung)	- 1 161 000
Beitrag der Gemeinde Marly (Grundstück)	- 2 902 200
Kantonsbeitrag	- 6 000 000
Zu amortisierende Nettoinvestition	12 936 800
Beitrag der Gemeinde Marly (Grundstück)	3 500 000
MIC-Beitrag (in bar)	6 000
Bankdarlehen (Marly Piscine AG)	10 000 000

Die Differenz zwischen dem in der Botschaft der Gemeinde Marly angegebenen Gesamtinvestitionsbetrag von 23 000 000 Franken und dem anrechenbaren Betrag (vgl. Punkt 3.2 oben) von 21 319 927 Franken erklärt sich dadurch, dass der MIC-Beitrag von 1 161 000 Franken in der ersten und nicht in der zweiten Zahl enthalten ist und dass eine zusätzliche Reserve, zusätzlich zu der im Kostenvoranschlag der Architekten enthaltenen, vorgesehen wurde.

3.4. Kosten und Mieterträge des Schwimmbads

Kosten

Die jährlichen Kosten in Höhe von insgesamt 452 000 Franken setzen sich aus Zinsen in der Höhe von 60 000 Franken und Abschreibungen in der Höhe von 392 000 Franken zusammen, die über 33 Jahre mit einem Zinssatz von 3,03% auf dem Nettoinvestitionsbetrag berechnet wurden.

Schätzung des Betriebsaufwands

Die jährlichen Aufwendungen werden auf 1 420 000 Franken geschätzt. In diesem Betrag sind die verschiedenen Betriebskosten wie Gehälter und Sozialabgaben, Strom, Heizung (FW), Wasser- und Abwassergebühren enthalten, aber auch alle Kosten, die mit der Instandhaltung, Wartung und Verwaltung des künftigen Schwimmbads zusammenhängen.

Alle Kosten (finanzielle Kosten sowie der Betriebsaufwand) werden von der Firma «Marly Piscine AG» getragen.

Vermietung während der obligatorischen Schulzeit

Die geschätzten jährlichen Mieteinnahmen für die Nutzung des Schwimmbads durch die obligatorischen Schulen belaufen sich auf ca. 415 000 Franken. Diese Berechnung umfasst die Primarschulen von Marly und die Gemeinden der Mouret-Ebene sowie den Orientierungsschulen von Marly und Perolles.

Es ist anzumerken, dass es noch ein erhebliches Potenzial für die Nutzung des Schwimmbads durch Schülerinnen und Schüler aus anderen Gemeinden gibt, obwohl diese Möglichkeiten im Budget der Firma «Marly Piscine SA» derzeit noch nicht berücksichtigt werden.

Vermietungen ausserhalb der obligatorischen Schulzeit

Bei der Umsatzschätzung wird zwischen Einzeleintritten und der Vermietung von Schwimmbahnen an Vereine und Gruppen unterschieden. Die geschätzten Einnahmen aus öffentlichen Eintritten belaufen sich auf ca. 672 000 Franken pro Jahr und beinhalten auch Einzeleintritte und Abonnemente. Für die Reservierung von Schwimmbahnen oder

Anlagen durch Vereine und Gruppen wird ein Betrag von 405 000 Franken veranschlagt. Die Eintrittspreise wurden wie in Anhang 4b dargestellt festgelegt.

Beteiligung der Gemeinden

Die Realisierung eines öffentlichen und schulischen Schwimmbads in Marly erfolgt im Interesse der gesamten Region und ihrer Bevölkerung. Diesbezüglich laufen Gespräche mit den Gemeinden der Mouret-Ebene, die daran interessiert sind, sich langfristig an der Finanzierung dieses Projekts zu noch zu definierenden Bedingungen zu beteiligen.

4. Geltendes Recht

4.1. SSubV

Die SSubV enthält die folgenden hauptsächlichen Bestimmungen:

Art. 1 Modalitäten für die Berechnung des Kantonsbeitrags

¹ Der Kantonsbeitrag für den Bau von Schwimmbädern hat die Form einer einmaligen Investitionshilfe.

² Der Kantonsbeitrag für den Bau von Schwimmbädern hat die Form einer einmaligen Investitionshilfe: **6 Millionen Franken für Schwimmbäder von kantonaler Bedeutung (25 Meter Länge).**

³ Nur die direkten Kosten für den Bau der Schwimmbecken, Wasserflächen, Garderoben und Technikräume können angerechnet werden.

5. Subventionsbetrag

5.1. Berechnung

Zieht man von der Gesamtinvestition die Kosten für das Grundstück, die Aussenanlagen und die Parkplätze ab, die gemäss Art. 1 Abs. 4 Buchstabe b SSubV nicht förderfähig sind, beträgt die Nettoinvestition ca. 18,78 Mio. Franken. Die 35% der anrechenbaren Ausgaben belaufen sich somit auf 6,57 Millionen Franken. Daher sollte der Firma «Marly Piscine AG», wie in Artikel 1 Absatz 2 SSubV dargelegt, ein Beitrag in der Höhe von 6 Mio. Franken gewährt werden.

5.2. Besondere Bedingungen

Die Empfängerin oder der Empfänger der Subvention oder Finanzhilfe kann eine Begünstigte oder ein Begünstigter *ausserhalb der Kantonsverwaltung* (Art. 2 SubG) sein, die oder der eine eigene Rechtspersönlichkeit und die Fähigkeit

hat, ihre oder seine Mittel unabhängig vom Staat zu verwalten (siehe Botschaft *im TGR* 1999 S. 824).

Das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG, SGF 610.1) behandelt die formalen Aspekte dieser Subventionierung.

Um die oben genannten rechtlichen Anforderungen zu erfüllen, sollten Bedingungen für die Gewährung der Subvention in Form von Verpflichtungen festgelegt werden, die von «Marly Piscine AG» unter Androhung des Widerrufs der Finanzierung zu erfüllen sind.

a) Leistungsvertrag

Der Staatsrat verlangt den Abschluss eines **öffentlich-rechtlichen Leistungsvertrags** (Art. 26 Abs. 2 und 4 SubG, SGF 616.1) mit langer Laufzeit (20 Jahre) und verlängerbar, in dem alle notwendigen Voraussetzungen (Verpflichtungen des Begünstigten, Garantien für die Finanzierung, Zahlungsbedingungen des Darlehens usw.) festgelegt sind. Darüber hinaus werden in diesem Leistungsvertrag die Rahmenbedingungen und Bedingungen festgelegt, die der Staat für den Anspruch auf diese Subvention vorgibt, darunter:

- > die Einhaltung von Normen und Vorschriften;
- > die Vorlage einer detaillierten langfristigen Finanzplanung und von Jahresabschlüssen;
- > kein Vorhandensein von Werbung für alkoholische Getränke und Tabakwaren;
- > die Übertragung von Bedingungen im Falle einer Veräusserung sicherzustellen;
- > Verpflichtungen und Auflagen für die Betreiberin;
- > Verpflichtungen für das Facility Management;
- > die Mitteilung der staatlichen Unterstützung in der gleichen Weise wie die der anderen Investorinnen und Investoren.

b) Nutzungsvertrag

Die Aktiengesellschaft «Marly Piscine AG» wird den Betrieb des neuen Schwimmbades in Marly übernehmen. Sie führt derzeit Gespräche mit dem Amt für Sport (SpA), dem OS-Verband Saane-Land und dem oberen französischsprachigen Seebezirk, den Gemeinden der Mouret-Ebene, der Gemeinde Marly und dem MIC, um ein Funktionieren des Betriebs festzulegen, das den Finanzierungsbedingungen entspricht. Dies wird Gegenstand eines Nutzungsvertrags zwischen den Vertreterinnen und Vertretern der Hauptnutzerinnen und -nutzer, dem Kanton Freiburg (Amt für Sport) und der Firma «Marly Piscine AG» sein. Dieser Nutzungsvertrag garantiert den Zugang zu den Einrichtungen für verschiedene Benutzerinnen und Benutzer wie Schulen, Vereine und Bevölkerung, in Übereinstimmung mit den Verpflichtungen der Subventionsempfängerin gemäss Artikel 4 SSubV.

c) Grundlast

Die Gewährung des Kredits wird auch unter dem Vorbehalt des Eintrags einer **Grundlast** im Grundbuch (auf dem Blatt des betreffenden Gebäudes) zugunsten des Staates abhängig gemacht.

5.3. Auszahlung

Falls erforderlich, werden im Rahmen der im Voranschlag des Staates eingestellten Beträge und auf Antrag der Firma «Marly Piscine AG» je nach Fortschritt der Arbeiten Vorauszahlungen geleistet.

Die Zahlung der Subvention erfolgt nach Abzug etwaiger Teilbeträge gegen Vorlage der endgültigen Bauabrechnung, die zusammen mit Unterlagen, welche die Übereinstimmung der Arbeiten mit dem bewilligten Bauvorhaben bescheinigen, innerhalb von zwölf Monaten nach Beendigung der Arbeiten an das Amt für Sport einzureichen sind.

5.4. Schlussfolgerungen

In Anbetracht der obigen Ausführungen beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, bei der Finanzverwaltung einen Verpflichtungskredit von 6 Millionen Franken für den Bau des Schwimmbads Marly zu eröffnen.

Aus diesen Gründen ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

—

Anhang 1: Allgemeine Situation

Anhang 2: Pläne

Anhang 3: Statuten der Firma «Marly Piscine AG»

Anhang 4: Prognose zu Zeitplänen und Tarifen

Anhang 5: Budget der Aktiengesellschaft «Marly Piscine AG»

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine à Marly

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 80 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu l'article 8a de la loi du 16 juin 2010 sur le sport (LSport);

Vu l'ordonnance du 25 août 2015 sur le subventionnement de piscines (OPiscines);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message 2021-DICS-9 du Conseil d'Etat du 15 juin 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ La participation financière de l'Etat de Fribourg à la construction de la piscine de Marly est approuvée.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads in Marly

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 80 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 8a des Sportgesetzes vom 16. Juni 2010 (SportG);

gestützt auf die Verordnung vom 25. August 2015 über die Subventionierung von Schwimmbädern (SSubV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DICS-9 des Staatsrats vom 15. Juni 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die finanzielle Beteiligung des Staates Freiburg am Bau eines Schwimmbads in Marly wird genehmigt.

Art. 2

¹ Un crédit d'engagement de 6 millions de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette participation.

² La contribution de l'Etat prend la forme d'une subvention d'investissement.

Art. 3

¹ La subvention est allouée aux conditions cumulatives suivantes:

- a) la contribution des collectivités publiques doit être au moins analogue à celle de l'Etat;
- b) la piscine doit répondre aux besoins scolaires, sportifs et publics de la région desservie;
- c) le maître d'ouvrage doit garantir qu'il est en mesure de supporter la part des frais de construction qui lui incombe ainsi que les charges d'exploitation;
- d) le programme de construction et le plan d'utilisation des installations doivent répondre aux exigences fixées par le Conseil d'Etat;
- e) un contrat de prestation de droit public, complété par un contrat d'utilisation et par l'inscription d'une charge foncière, doit être conclu avant tout versement.

² La subvention sera versée sur présentation du décompte final de construction, après vérification de la conformité du programme de construction et du plan d'utilisation. Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des justificatifs de paiement.

³ Les montants nécessaires seront inscrits aux budgets de l'Etat pour les années 2021 et 2022, sous le centre de charges 3292/5670.000 «Subventions cantonales à des tiers».

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

Art. 2

¹ Für die Finanzierung dieser Beteiligung wird der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 6 Millionen Franken eröffnet.

² Die Beteiligung des Staates erfolgt in Form einer Investitionshilfe.

Art. 3

¹ Der Kantonsbeitrag wird unter den folgenden kumulativen Bedingungen gewährt:

- a) Der Beitrag der Gemeinwesen muss mindestens demjenigen des Staates entsprechen.
- b) Das Schwimmbad muss den schulischen, sportlichen und öffentlichen Bedürfnissen seines Einzugsgebiets entsprechen.
- c) Die Bauherrschaft muss garantieren, dass sie in der Lage ist, für ihren Baukostenanteil sowie für die Betriebskosten aufzukommen.
- d) Das Bauprogramm und der Nutzungsplan für die Anlagen müssen den vom Staatsrat festgelegten Anforderungen entsprechen.
- e) Bevor jegliche Zahlung getätigt wird, muss ein öffentlich-rechtlicher Leistungsvertrag, ergänzt mit einem Nutzungsvertrag und dem Eintrag einer Grundlast im Grundbuch, abgeschlossen werden.

² Der Kantonsbeitrag wird nach Prüfung der Konformität des Bauprogramms und des Nutzungsplans gegen Vorlage der endgültigen Bauabrechnung ausbezahlt. Mit dem Fortschreiten der Arbeiten können gegen Vorlage von Zahlungsnachweisen Anzahlungen geleistet werden.

³ Die erforderlichen Beträge werden unter der Kostenstelle 3292/5670.000 «Kantonsbeiträge an Dritte» in die Voranschläge des Staates für die Jahre 2021 und 2022 eingetragen.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur dès sa promulgation.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.